



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/ECA/HUS/35
6 mai 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

68162

V

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion de haut niveau des ministres et
responsables nationaux sur le développement
de l'industrie des matériaux de
construction en Afrique

Addis-Abeba (Ethiopie), 26-29 avril 1988

RAPPORT

•

100

1271

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La réunion de haut niveau sur le développement de l'industrie des matériaux de construction en Afrique s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à Addis-Abeba du 26 au 29 avril 1988.
2. Ont assisté à la réunion, les représentants des Etats membres de la CEA indiqués ci-après : Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Zaïre et Zambie.
3. Les pays ci-après étaient représentés à la réunion par des observateurs : France et Royaume Uni.
4. Les organes et organismes des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés à la réunion : Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH - Habitat), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).
5. Les organisations intergouvernementales ci-après ont assisté à la réunion en tant qu'observateurs : Commonwealth Science Council (CSC), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) et Shelter-Afrique.

Allocution d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

6. Dans son allocution d'ouverture, Professeur Adebayo Adedeji, Sous-secrétaire-général des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a souhaité la bienvenue aux délégués et souligné la nécessité de réduire le coût des logements pour les populations à faible revenu dans les pays africains, par le biais d'une utilisation plus large des résultats de recherche aux travaux de terrain. Il a promis l'aide de la CEA pour assister les Etats membres par le biais d'un projet régional sur le développement de l'industrie des matériaux de construction, avec le financement du PNUD, et souhaité aux délégués une réunion très fructueuse.

Election des membres du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

7. Le bureau se composait comme suit :

Président

S.E. M. Albert Yaugari,
Haut commissaire auprès du Quatrième Vice
Premier Ministre,
Gabon

Premier Vice-Président

S.E. M. Mulenje Chieftainess Nkomesha,
Ministre d'Etat, Ministère de la
décentralisation,
Zambie

Deuxième Vice-Président

S.E. M. Issaga Traoré,
Ministre chargé de l'habitat, Ministère
de l'équipement,
Burkina Faso

Rapporteur

M. Simeon Adeyinka
Directeur, Bâtiments publics et
logements (construction)
Nigéria.

B. ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 3 de l'ordre du jour)

8. La réunion a adopté l'ordre du jour figurant dans le document E/ECA/HMBM/HUS/Inf.1 :

1. Allocution de bienvenue et d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Programme d'action envisagé pour la mise au point et la commercialisation des matériaux de construction produits localement
5. Document de projet pour le développement de l'industrie des matériaux de construction en Afrique
6. Adoption d'un programme d'action
7. Adoption d'un document de projet pour le développement de l'industrie des matériaux de construction en Afrique
8. Adoption d'un projet de rapport final de la réunion.

9. La réunion a adopté le programme de travail figurant dans le document E/ECA/HMBM/HUS/Inf.3.

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Projet de programme d'action pour le développement des industries des matériaux de construction en Afrique (point 4 de l'ordre du jour)

10. Le représentant de la CEA a procédé à l'introduction du document E/ECA/HUS/34 traitant du développement des industries des matériaux de construction en Afrique jusqu'en l'an 2000. Le document met en relief la nécessité de la mise en valeur des matériaux de construction locaux dans la région africaine en vue de satisfaire les besoins en logement des populations africaines, conformément aux dispositions du Plan d'action de Lagos. Les obstacles à la mise en valeur et à l'utilisation des matériaux de construction locaux ont ensuite fait l'objet de discussions, de même que diverses autres questions dont l'examen s'était avéré nécessaire. Finalement, des recommandations à mettre en oeuvre par les gouvernements africains et les organisations internationales en vue de la mise en valeur de matériaux de construction locaux ont été proposées.

11. Au cours des débats qui ont eu lieu par la suite, les participants ont identifié un certain nombre de questions à inscrire au programme d'action : normes et spécifications, contrôle de la qualité, nécessité de stratégies spécifiques et d'informations sur l'impact du programme sur la femme, stratégie de commercialisation des matériaux de construction locaux, et formation technique des entrepreneurs à la production des matériaux de construction locaux. Tout en reconnaissant que l'inexistence de normes précises constituait un obstacle à l'utilisation des matériaux locaux, les participants ont lancé une mise en garde contre l'adoption de normes trop rigides, qui pourrait contribuer à décourager les petits entrepreneurs. Des directives ont été proposées pour aider les entrepreneurs à produire des matériaux de construction de qualité fiable. Il a également été proposé de faire une place spécifique à l'élément féminin dans l'exécution du projet.

12. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de mobiliser des ressources en vue de la commercialisation des matériaux de construction localement produits. A cet égard, le programme d'action devra inclure une stratégie permettant de mobiliser des fonds aux niveaux local et international, en vue d'appuyer la production des matériaux de construction locaux. La nécessité d'une forte composante formation et d'un mécanisme de diffusion de l'information a également été soulignée.

13. Un certain nombre de délégations ont observé que le programme d'action devrait être complété par un calendrier d'échéances et un plan de gestion.

14. La réunion de haut niveau a ensuite adopté les amendements suivants au programme d'action sur la base des recommandations d'un sous-comité qui avait été mis sur pied à l'issue des échanges de vues enregistrés lors de la plénière :

- Annexe I, phrase 9 : ajouter "et la diffusion de l'information" après le terme "application";
- Phrase 10 : remplacer "utilisation" par "utilisation optimale";
- Ajouter phrase 12 : "promouvoir et encourager la participation effective de la femme à la production de matériaux de construction";
- Annexe II, ajouter le paragraphe suivant :
"Conformément à la résolution de la quatrième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, la Commission économique pour l'Afrique a un rôle de premier plan à jouer dans la mise en valeur et dans la promotion des matériaux de construction localement produits, en particulier en aidant les gouvernements des pays africains à :

- (i) mobiliser des fonds pour l'achat du matériel et de l'équipement nécessaires à l'installation des unités pilotes de production;
- (ii) mobiliser des fonds en vue de la réalisation des études de terrain et de laboratoire et des études de factibilité relatives à la mise en place des unités pilotes;
- (iii) mobiliser des fonds destinés à la démonstration et à la vulgarisation des technologies de production et d'utilisation des matériaux de construction locaux et à la formation d'une main d'oeuvre appropriée;
- (iv) produire des documents, tels que directives, manuels et fiches d'information et à faciliter leur distribution;
- (v) suivre l'état d'avancement des projets pilotes".

Projet de descriptif de projet sur la mise en valeur des matériaux de construction en Afrique (point 5 de l'ordre du jour)

15. Le représentant du secrétariat de la CEA a procédé à l'introduction du document et a souligné que le projet de descriptif présenté aux participants était une version plus générale du document qui sera soumis au PNUD aux fins de financement. Cette démarche se justifiait par le fait que les documents à soumettre au PNUD devaient être présentés sous une forme spécifique. Il a ensuite évoqué les résolutions adoptées par les organes directeurs de la CEA depuis 1969 jusqu'au Plan d'action de Lagos (1980), et rappelé le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et la quatrième réunion du Comité inter-gouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement (1987). Dans l'examen des activités entreprises, le secrétariat a mis l'accent sur le choix de six matériaux de construction à mettre au point dans le cadre du projet, à savoir les blocs de terre stabilisée, les briques et tuiles en argile cuite, la chaux et la chaux-pouzzolane, et les tuiles en fibro-ciment.

16. Les participants ont noté, dans le cas des briques et des tuiles en argile cuite, que les prix étaient souvent trop élevés pour les unités de production existantes et ont proposé que le projet apporte à ces unités une assistance sous forme d'application de technologies appropriées, et de diffusion et d'échange d'informations sur les technologies disponibles entre les Etats membres.

17. Des questions relatives à la contribution des organismes coopérateurs, à la capacité des Etats membres à financer une partie de leurs engagements, à la nécessité d'inclure le bois de construction dans le projet, de diversifier les matériaux prévus dans les projets proposés au niveau des sous-régions et d'assurer la protection de l'environnement dans le cadre de l'exploitation des briques et des tuiles en argile ont également été posés. Il a en outre été proposé d'investir les experts locaux de responsabilités plus étendues dans la conception et dans la mise au point de projets.

18. Le représentant du secrétariat a proposé la suppression du paragraphe 26 devenu superflu aux termes des nouvelles normes de soumission de projet définies par le PNUD, pour l'élaboration de descriptifs de projets.

19. L'un des représentants a suggéré d'envisager l'inclusion d'un projet de la boue rouge issue de la compression de la bauxite en Guinée.

20. Une question a été posée sur la mobilisation de fonds en vue de la construction de logements de prix abordables dans le cadre du projet.

21. Un représentant de l'ONUDI a déclaré que son organisation coopérerait avec la CEA dans l'exécution de ces projets et a rappelé les expériences très enrichissantes faites par l'Ethiopie avec un matériau de construction léger appelé PKG, fabriqué à partir de la pierre ponce. Des informations à ce sujet sont disponibles auprès de l'ONUDI. Il a également annoncé que son organisation envisageait d'organiser en 1989, à Addis-Abeba, un séminaire sur la technologie du PKG.

22. Un représentant du Commonwealth Science Council (CSC) a informé les participants à la réunion des actions entreprises par son organisation dans le domaine des matériaux de construction locaux dans un certain nombre de pays de la région, en collaboration avec le CNUEH - Habitat, et a mis l'accent sur la complémentarité de ces activités avec le projet de la CEA. Il a souligné que le CSC appuierait sans réserve le projet envisagé.

23. Un représentant de Shelter-Afrique a exprimé le souhait de voir le projet contribuer au renforcement de ce type d'assistance et a confirmé la volonté de son organisation :

- d'aider les entrepreneurs dans le domaine des études de pré-investissement;
- d'offrir aux entrepreneurs une assistance appropriée en matière de technologies et de gestion.

24. En réponse aux questions et observations ci-dessus, le représentant du secrétariat a fait la déclaration suivante :

- l'impact des actions entreprises sur l'environnement revêt une importance capitale. Des études sur le milieu devraient, par conséquent, être entreprises avant le lancement de projets sur le terrain;
- concernant l'absence de diversité dans les projets, il a été souligné que le choix des matériaux à utiliser se basait sur les ressources disponibles dans chaque pays;
- en ce qui concerne la formation, le représentant du secrétariat a souligné qu'il fallait l'axer sur les participants au projet impliqués dans la fabrication, dans la production, et dans la gestion effective des petites entreprises;
- le calendrier des échéances du projet et le plan de gestion jusqu'en 1991 figurent effectivement dans le descriptif de projet qui sera soumis au PNUD. En ce qui concerne la diffusion des technologies, la CEA dispose

du Système panafricain de documentation et d'information (PADIS) qui pourra être utilisé de manière appropriée dans le cadre du projet;

- l'expression "consultant international" ne se réfère pas nécessairement à des consultants étrangers à la région. Les consultants locaux sont ceux qui entreprennent des études au niveau national;
- le bois de construction n'a pas été inclus dans le projet puisqu'une étude importante a déjà été réalisée par la CEA, l'ONUDI et la FAO (FIAG) sur ce sujet.

25. Un comité de rédaction composé de représentants du Burkina Faso, du Gabon, de la Guinée (Conakry), du Nigéria, du Zaïre et de la Zambie et d'organismes internationaux, appuyés par le secrétariat a ensuite été mis sur pied pour intégrer les suggestions et les amendements pertinents dans le descriptif du projet.

Adoption du projet de rapport final et clôture de la réunion (point 8 de l'ordre du jour)

26. A l'issue d'un examen minutieux effectué paragraphe par paragraphe, le projet de rapport a été adopté par les participants avec un certain nombre d'amendements.

27. Au cours de la séance de clôture, le Secrétaire exécutif adjoint, M. Tchouta-Moussa, s'est fait l'interprète du Secrétaire exécutif de la CEA, pour dire combien celui-ci appelé à d'autres tâches, regrettait de n'avoir pas pu prendre part à la réunion. Il s'est déclaré vivement impressionné par la motivation avec laquelle les participants à la réunion se sont attelés à l'élaboration d'un programme de travail et d'un descriptif de projet traitant du développement des industries des matériaux de construction en Afrique et a affirmé l'engagement de la CEA à forner son appui dans le suivi des recommandations et des décisions adoptées par la réunion. Pour finir, il a exprimé ses remerciements au Président, aux participants et aux interprètes, pour leurs contributions respectives au succès de la réunion.

28. Le premier Vice-président, Son Excellence la Cheftaine Mulenje Nkomesha a remercié les participants pour l'esprit de coopération dont ils ont su faire preuve au cours de la réunion, attitude qui avait assuré le succès des travaux. Elle a, par la suite, instamment prié la CEA de tout mettre en oeuvre pour accélérer le processus de mise en oeuvre des décisions adoptées.

29. Le représentant de la CEA a invité les délégués à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que leurs gouvernements respectifs continuent à appuyer le projet, en vue de l'accélération de la mise en oeuvre du grand projet de développement des industries des matériaux de construction en Afrique. A cet égard, il a été décidé que les gouvernements remettraient à la CEA, dans des délais raisonnables, de préférence dans les six mois à venir, une lettre exprimant leur volonté de participer au projet.